

Chine bleue, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence

Françoise Lemoine, Sandra Poncet & Deniz Ünal

Depuis les débuts de la modernisation du pays, le centre de gravité de l'économie chinoise s'est situé alternativement dans la zone côtière (Chine bleue) et les régions de l'intérieur (Chine jaune). On assiste à l'heure actuelle à l'un de ces basculements : grâce à un rattrapage industriel d'un rythme inédit, les régions de l'intérieur sont en train de prendre le relais de la façade maritime qui fut le moteur du décollage économique des trente dernières années. Le rééquilibrage correspond au nouveau régime de croissance qui s'appuie progressivement sur l'expansion du marché intérieur. L'analyse est fondée sur les données du Bureau national des statistiques de la Chine : les annuaires statistiques fournissent des séries macroéconomiques longues au niveau provincial (1952-2011) ; les recensements des firmes industrielles permettent une analyse détaillée de la période 1997-2009, une période où l'industrie a joué un rôle moteur dans la croissance spectaculaire de l'économie chinoise.

Sommaire

1. **Le centre de la gravité de l'économie chinoise : l'histoire et la géographie**
 - Dualité Chine bleue, Chine jaune
 - Phase initiale de la modernisation économique : essor des villes côtières
 - Période maoïste : priorité au développement industriel de l'intérieur
 - De l'ouverture à la globalisation : la façade maritime, pôle du décollage économique
 - Le tournant du milieu des années 2000 : rééquilibrage en faveur de l'intérieur
2. **Le rattrapage des régions intérieures dans les industries manufacturières**
 - L'industrialisation au cœur des dynamiques régionales
 - Les spécialisations industrielles de la Chine intérieure
 - Des performances industrielles qui rejoignent ou dépassent celles de la côte
 - Des différences persistantes : faible ouverture aux échanges et aux capitaux étrangers
 - Une vitesse de convergence industrielle inédite

Conclusion : vol d'oies sauvages des régions chinoises



1. Le centre de la gravité de l'économie chinoise : l'histoire et la géographie¹

Dualité Chine bleue, Chine jaune

La Chine est le quatrième pays du monde par sa superficie de 9,6 millions de kilomètres carrés (WDI, Banque Mondiale) derrière la Russie (17,09), le Canada (9,98) et les Etats-Unis (9,83). Elle précède le Brésil (8,51) et l'Australie (7,74). La superficie de l'Inde, qui la met au septième rang, est « seulement » de 3,28 millions km², une étendue du même ordre de grandeur que celle de l'UE28 (4,38).

Un pays aussi vaste que la Chine abrite des différences régionales considérables issues des conditions naturelles et historiques. L'extrême diversité de climats et des reliefs, les contrastes dans la densité de population, les disponibilités en ressources naturelles, les facilités de communication y ont façonné l'espace économique. Celui-ci a aussi été modelé par le pouvoir politique à travers sa gestion territoriale, pièce maîtresse dans les stratégies de développement suivies depuis la création de la République Populaire de Chine (RPC).

A la différence des autres pays de cette dimension, la Chine n'est pas un État fédéral. Elle se compose de 22 provinces, 5 régions autonomes et 4 municipalités rattachées directement au pouvoir central. Mais, à côté de ces divisions administratives, il existe bien d'autres lignes de clivage de l'espace, sur des critères géographiques, historiques ou culturels (entre le Nord et le Sud ; les villes et les campagnes ; les peuplements Han ou non Han). On distingue traditionnellement la « Chine-même » composée des 18 provinces historiques, depuis longtemps peuplées majoritairement de Han, de la « Chine périphérique » des régions frontalières peuplées de minorités ethniques, rattachées plus récemment à l'Empire, désertiques ou semi-désertiques pour la plupart.

La carte de la Chine bleue et de la Chine jaune



Une autre grande ligne de partage, à la fois géographique et économique, passe entre la « Chine bleue », zone côtière, portuaire, ouverte aux échanges, et la « Chine jaune », continentale, terrienne. Bien sûr, cette dichotomie ne rend pas compte de la diversité de chacune des deux zones qui, l'une comme l'autre, comprennent des

¹ Ce Panorama reprend les analyses de deux autres publications du CEPII (voir Lemoine *et alii*, 2013 et 2014).

provinces aux caractéristiques naturelles, économiques, sociales différentes. Mais l'histoire économique de la Chine moderne depuis le début du 19^{ème} siècle montre que cette opposition a structuré le processus de développement et qu'il peut éclairer utilement les questions qui se posent dans la Chine d'aujourd'hui.

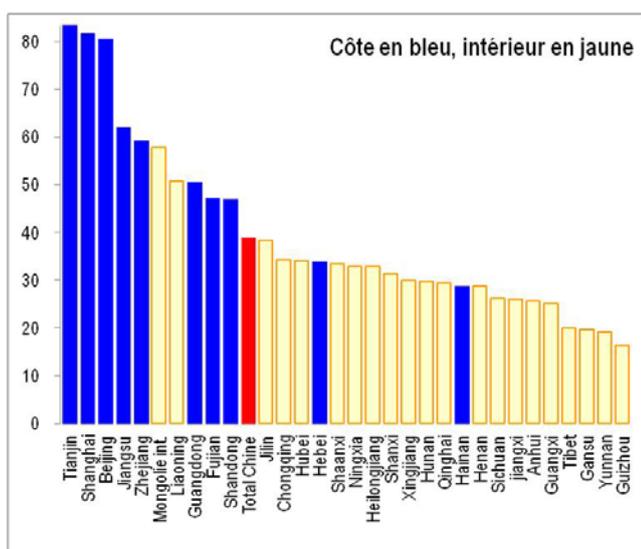
Le découpage retenu dans cette étude distingue deux grandes zones sur des critères à la fois géographiques et économiques (voir la **carte** ci-dessus et le **tableau A.5** dans l'**annexe 2**) :

- La zone côtière (la Chine bleue) inclut dix provinces : Beijing, Fujian, Guangdong, Hainan, Hebei, Jiangsu, Shandong, Shanghai, Tianjin, Zhejiang. Elle abrite 38 % de la population chinoise sur 10 % du territoire.
- la zone intérieure (la Chine jaune) englobe toutes les autres provinces que l'on peut répartir en trois groupes :
 - Le Nord-Est composé des trois provinces de Mandchourie (Liaoning, Jilin et Heilongjiang), abrite 8 % de la population sur 8 % du territoire.
 - L'Ouest (ou la périphérie) regroupe les territoires frontaliers qui ont le statut de régions autonomes : Guangxi, Mongolie intérieure, Ningxia, Tibet et Xinjiang. Elle abrite 8 % de la population sur 45 % du territoire.
 - Le Centre comprend les autres provinces : Anhui, Chongqing, Gansu, Guizhou, Henan, Hubei, Hunan, Jiangsu, Jiangxi, Qinghai, Shaanxi, Shanxi, Sichuan et Yunnan. Elle abrite 46 % de la population sur 37 % du territoire.

Pour simplifier qu'elle soit, la dualité Chine bleue/Chine jaune correspond à un contraste dans les niveaux de développement et plus encore dans les degrés d'ouverture. Dans la zone côtière, huit provinces sur dix ont un PIB supérieur à la moyenne par habitant, ce qui est le cas pour seulement deux provinces intérieures (**graphique 1**). La majorité des provinces côtières est également beaucoup plus tournée vers l'extérieur que les provinces de l'intérieur (**graphique 2**). En 2007, quand les exportations de la Chine ont culminé à 36% du PIB et les importations à 26% du PIB, huit provinces côtières ont enregistré des ratios d'exportation ou d'importation supérieurs à la moyenne nationale. Ce ne fut le cas d'aucune province de l'intérieur.

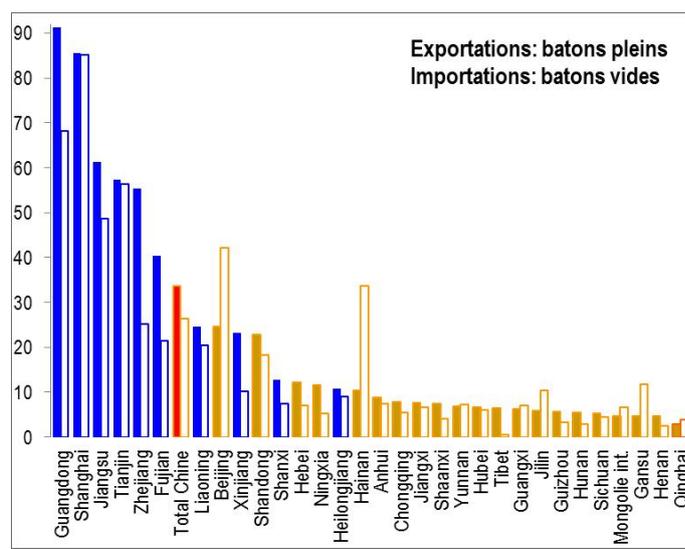
Graphique 1

PIB par habitant des provinces en 2011
en milliers de yuans courants



Graphique 2

Commerce extérieur des provinces en 2007
en % de leurs PIB

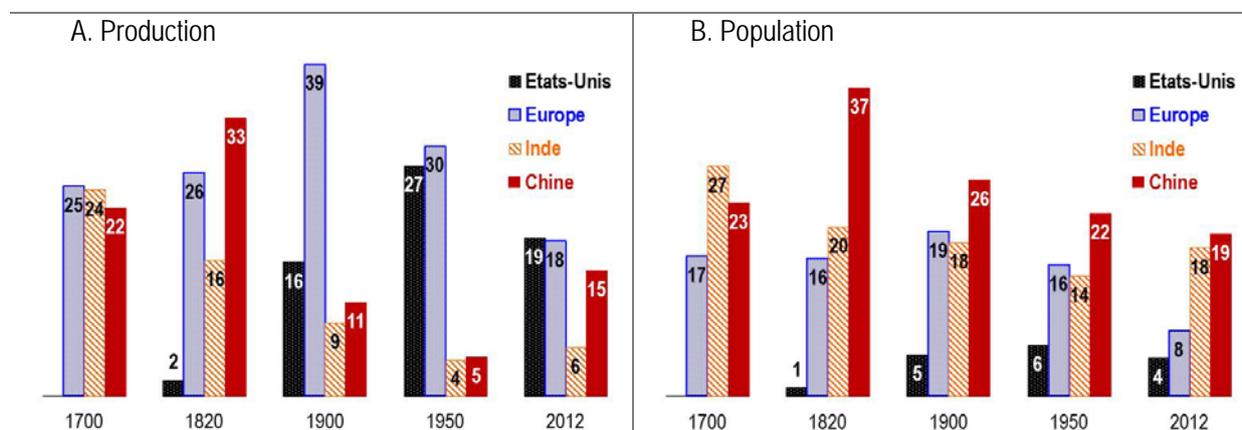


Sources : Bureau National des Statistiques (NBS) de la République populaire de Chine (RPC), Annuaire statistique.

Phase initiale de la modernisation économique : essor des villes côtières (fin 19^{ème} - début 20^{ème})

La Chine a connu au 18^{ème} siècle un « âge d'or » dont témoigne notamment un essor démographique sans précédent : sa population est passée de 140 à 380 millions entre 1700 et 1820 (graphique 3). Elle était alors un pays relativement prospère et la plus grande puissance économique du monde en 1820. Elle assurait alors un tiers de la production mondiale (l'Europe occidentale un quart). Par contraste, le 19^{ème} siècle a été pour la puissance chinoise une période de déclin, marquée par la stagnation des productions, les désordres sociaux, l'affaiblissement de la dynastie mandchoue et la pénétration étrangère. Pourtant, une activité économique moderne a commencé à émerger dans les villes côtières (Shanghai, Nanjing, Canton) au milieu du 19^{ème} siècle et c'est dans cette phase initiale de la modernisation chinoise que se met en place une différenciation de l'espace économique chinois et le dualisme entre la côte et l'intérieur du pays.

Graphiques 3
Poids relatif de la Chine du 18^{ème} siècle à nos jours (en % du monde)



Sources : A. Maddison, *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD* University of Groningen; Nations-Unies, base de données WDI.

Les industries textiles et alimentaires, le commerce et des banques modernes ont pris un essor qui a connu son apogée entre 1912 et 1927. Ces entreprises étaient en grande partie sous le contrôle des capitalistes étrangers qui, depuis le milieu du 19^{ème} siècle, grâce aux Traités Inégaux qui ont conclu les guerres de l'opium, avaient acquis le droit de résider en Chine et de faire des affaires dans les ports ouverts. Leurs activités se diffusent à leur voisinage mais en l'absence de soutien des pouvoirs publics au développement économique du pays, elles ne sont que des îlots modernes dans un monde préindustriel. Le secteur moderne assure tout au plus 10 % de la production du pays.

Par ailleurs, après la guerre sino-japonaise 1894-95 qui s'est conclue par la défaite de la Chine, les japonais avaient colonisé l'île de Taïwan et pris pied en Mandchourie. Ils ont annexé cette région au nord-est de la Chine en 1931 et y ont créé une industrie lourde et des infrastructures ; ils en ont fait une des parties les plus industrialisées du pays. Dans les années 1930, les provinces côtières et la Mandchourie concentrent les trois quarts du capital fixe et de la production industrielle. A ses débuts, la modernisation économique est donc fondamentalement liée à la présence ou à l'influence de puissances étrangères, coloniales ou occupantes. Cette période laisse en héritage « une cassure radicale entre la Chine de l'intérieur, rurale, bureaucratique, traditionnelle, et la Chine des franges maritimes, cosmopolite, entreprenante et ouverte aux innovations » (Bergère *et alii*, 1990).

Période maoïste : priorité au développement industriel de l'intérieur (1952-1978)

En 1949, la victoire communiste a été celle des forces rurales et bureaucratiques sur la civilisation de la côte, qui est dès lors dénoncée comme corrompue et asservie aux intérêts étrangers. La planification du développement industriel à partir des années 1950 a imposé une rupture radicale avec l'époque précédente avec un double objectif, économique et stratégique :

- l'autosuffisance du pays dans un monde qui est considéré comme hostile ;
- l'égalisation des niveaux régionaux de développement et une distribution spatiale plus équilibrée des activités industrielles.

A partir de 1963, le gouvernement a lancé la construction massive de complexes militaro-industriels dans les provinces centrales du pays où ils étaient hors de portée d'une possible agression militaire d'une puissance étrangère.

Tout au long de cette période, l'Etat a pris en charge les investissements nécessaires à la création des bases industrielles et notamment dans l'industrie lourde (charbon, acier, chimie). Le budget de l'Etat centralisa d'importantes ressources financières pour les affecter aux régions peu développées dans la construction d'infrastructures et d'entreprises industrielles. Le principe d'« autosuffisance » fut appliqué aussi au niveau local, les échanges interrégionaux et interprovinciaux étaient réduits au minimum. La fragmentation de l'économie et le manque de spécialisation qui s'en est suivi ont pesé sur la croissance économique.

Pendant cette période, la répartition de la production industrielle a changé en faveur de la région centrale (sa part dans le PIB industriel est passé de 26 % à 30 %) alors que le nord-est perdu du terrain (de 23 % à 17 %). Cependant, cela n'a pas suffi à réduire les écarts de revenus, qui se sont amplifiés entre les deux zones : en 1978, le PIB par habitant était 50 % plus élevé dans la partie littorale que celui des provinces intérieures, alors qu'il ne l'était que de 30 % en 1952.

La diffusion de l'industrialisation a provoqué de profonds changements dans la structure sectorielle du PIB des régions. Le progrès de l'industrie a été particulièrement rapide dans les régions initialement les moins industrialisés, à savoir le centre et la périphérie, comme le montre le **tableau 1**.

Tableau 1
Structure sectorielle des PIB régionaux en 1952 et 1978 (%)

	Agriculture		Industrie		Services		PIB	
	1952	1978	1952	1978	1952	1978	1952	1978
Côte	49	23	25	57	26	20	100	100
Intérieur	59	34	21	48	20	20	100	100
Centre	65	34	16	48	20	20	100	100
Nord-Est	36	38	41	43	23	21	100	100
Périphérie	68	18	18	67	14	15	100	100
Chine	55	29	23	52	23	20	100	100

Source: NBS, Comprehensive statistical data and materials on 50 years of new China (1999).

De l'ouverture à la globalisation : la façade maritime, pôle du décollage économique (début des années 1980 – milieu des années 2000)

A partir de 1978 la priorité est à la croissance et la modernisation du pays. Les réformes introduisent des mécanismes de marché et la politique d'ouverture s'inspire, à bien des égards, du succès des Nouveaux pays industrialisés d'Asie (Naughton, 2002). Jusque dans le milieu des années 1990, elles s'accompagnent d'une décentralisation économique et financière et d'une contraction des transferts interrégionaux. Les provinces côtières sont à l'avant-garde de la politique d'ouverture qui mise sur leurs avantages comparatifs : main-d'œuvre abondante et à bon marché, proximité géographique des capitaux et des marchés étrangers. Dès 1979, trois zones économiques spéciales (ZES) sont créées dans le Guangdong et une dans le Fujian pour attirer les investissements directs étrangers. Les ZES sont aussi les lieux d'expérimentation des mécanismes de marché en matière de libéralisation des prix et des salaires. Elles attirent aussi bien les investisseurs étrangers que celles des autres provinces désireuses de bénéficier de nouvelles marges de manœuvre. En 1988, 14 villes côtières sont autorisées à ouvrir leurs portes et le mouvement s'étend ensuite à l'ensemble du littoral (Démurger *et alii*, 2002).

Les activités internationales de sous-traitance et d'assemblage (les importations destinées à être réexportées après transformation) sont exemptées de droit de douanes à partir de 1988. Elles vont devenir un puissant moyen d'intégration des industries côtières dans la division internationale du travail et structurer profondément l'industrie manufacturière chinoise pour les deux décennies suivantes (Lemoine & Ünal-Kesenci, 2004). La nouvelle stratégie consiste à favoriser la spécialisation de façade maritime dans la production pour l'exportation : biens de consommation, secteurs de nouvelles technologies. Le rôle des provinces de l'intérieur est de leur fournir les inputs nécessaires : produits agricoles, matières premières, produits de l'industrie lourde. A terme, le développement côtier doit produire des effets d'entraînement sur le développement des régions intérieures grâce à la complémentarité entre les deux zones.

Tableau 2
Ouverture aux échanges de la côte et de l'intérieur
dans les années 2000 (% PIB)

	Exportations		Importations	
	2000	2007	2000	2007
Côte	35	54	32	42
Intérieur	6	9	5	7

Sources : NBS, Annuaire statistiques 2001 & 2008.

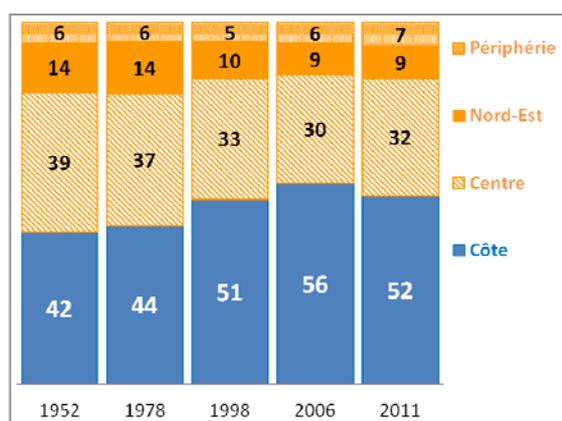
Les réformes économiques se sont généralisées et étendues à tout le territoire dans les années 1990. Les années 2000 sont marquées par l'entrée de la Chine à l'OMC, l'essor de la demande mondiale et l'internationalisation des industries côtières, où les activités d'assemblage et sous-traitance connaissent un développement fulgurant. En 2007, la côte représente 91 % des exportations ; cinq provinces (Pékin, Shanghai, Jiangsu, Zhejiang et Guangdong) à elles seules en réalisent 72 %. Le modèle de croissance tiré par les exportations des provinces côtières au cours années 2000 se lit dans l'augmentation rapide de leurs ratios « exportations/PIB » (tableau 2).

Le tournant du milieu des années 2000 : rééquilibrage en faveur de l'intérieur

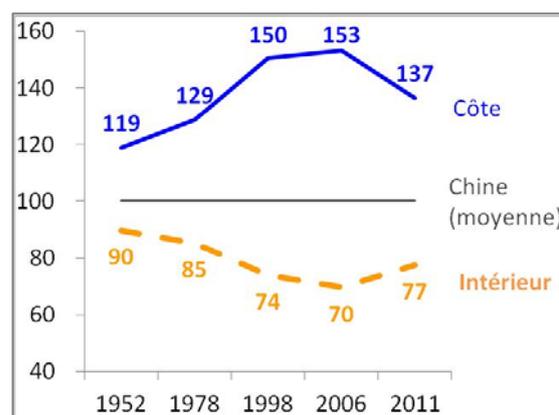
Les succès de l'ouverture ont conduit à une polarisation géographique du développement économique au profit de la façade maritime. Pour réduire la fracture spatiale, le gouvernement lance en 1999 une politique en faveur du développement des provinces du centre et de l'ouest (*Go West policy*). Elle s'appuie notamment sur des avantages fiscaux, une politique de crédit et le financement de d'infrastructures de transport. Au début des années 2000, le boom de la demande des consommateurs américains et européens donne un nouvel élan aux industries exportatrices côtières et accentue la polarisation régionale. Il faut attendre le milieu des années 2000 pour que la croissance économique des régions intérieures prenne le pas sur celle de la côte. L'évolution du marché du travail est un catalyseur du changement. En effet, les réserves de main-d'œuvre à bas coût tirent alors à leur fin en raison, d'abord du ralentissement, puis, à partir de 2010, de l'arrêt de la croissance de la population d'âge actif (15-60 ans). En 2005, des pénuries locales de main-d'œuvre apparaissent dans la province côtière du Guangdong où les industries exportatrices emploient beaucoup de travailleurs migrants. A la fin des années 2000, les hausses de salaires réduisent la compétitivité des industries côtières et les incitent à se déplacer vers les régions centrales où il existe encore des réserves de main-d'œuvre rurale. Les nouvelles opportunités d'emplois ainsi créées dans les provinces intérieures réduisent les migrations vers la côte.

Cette nouvelle dynamique spatiale est renforcée par la crise globale qui, à partir de 2008, frappe de plein fouet les industries exportatrices de la façade maritime (Gaulier *et alii*, 2010). Le programme de relance de la demande intérieure que le gouvernement met en place fin 2008 pour amortir les effets de la baisse de la demande étrangère bénéficie principalement aux provinces intérieures. Ainsi, le poids des provinces intérieures dans le PIB chinois, après avoir baissé jusqu'en 2005, augmente régulièrement depuis ; en 2011, il retrouve son niveau de 1998 (graphique 4). Parallèlement, l'écart de revenu par habitant se réduit, revenant en 2011 à ce qu'il était en 2004 : 1,8 fois plus élevé sur la côte que dans l'intérieur (contre 2,2 fois en 2006, graphique 5).

Graphique 4
Répartition régionale du PIB chinois
1952-2011 (%)



Graphique 5
Ecart de revenu entre la côte et l'intérieur, 1952-2011
(PIB par habitant en % de la moyenne)



Sources : NBS, Annuaire statistiques.

2. Le rattrapage de l'intérieur dans les industries manufacturières

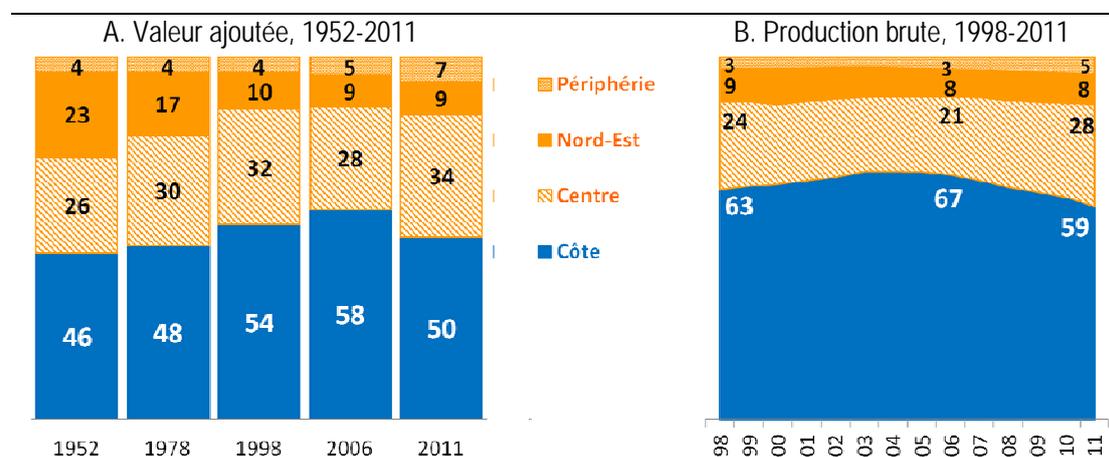
L'industrialisation au cœur des dynamiques régionales

Depuis la période maoïste, l'industrie a été le principal moteur du développement économique en Chine et le rythme de la production industrielle a fortement influencé l'évolution des disparités inter-régionales (Naughton, 2002). Le **graphique 6.A** illustre les effets des priorités successives des politiques économiques sur l'évolution de la répartition géographique de la valeur ajoutée industrielle de 1950 à 2011.

- Pendant la période maoïste, le poids de la région centre se renforce (passant de 26 % à 30 % de la valeur ajoutée entre 1952 et 1978) tandis que le Nord-Est perd l'avance acquise par le développement de son industrie lourde (de 23 % à 17 %) de sorte que poids de la zone intérieure recule légèrement (les zones périphériques restant d'importance marginale).
- La période d'ouverture (1978-2006) se caractérise par le grand bond en avant des régions côtières dont la part dans la valeur ajoutée industrielle grimpe de 46 % à 58 %. Jusqu'en 1998, les régions du centre sont aussi parmi les gagnants du processus de réformes en cours. En revanche, les provinces du Nord-Est peinent à restructurer les grandes entreprises d'Etat qui dominent leur tissu productif et continuent à perdre du terrain. Dans les années 2000, la côte, grande bénéficiaire de la globalisation accélère son avancée et sa part dans le PIB industriel culmine à 58 % en 2006.
- La tendance se retourne depuis 2006. La façade maritime enregistre un relatif repli. En 2011, sa contribution à la valeur ajoutée industrielle dépasse à peine celle de 1978, avant l'ouverture. Le centre regagne le terrain perdu depuis 1998 et au-delà : en 2011, avec un tiers de la valeur ajoutée industrielle du pays, son poids n'a jamais été aussi lourd. Quant au Nord-Est, il a réussi à stabiliser sa contribution.

Graphiques 6

Répartition régionale de la valeur ajoutée et de la production brute dans l'industrie en Chine (%)



Sources : NBS, Annuaire statistiques

L'évolution de la production industrielle (valeur brute de la production, y compris les consommations intermédiaires) sur la période 1998-2011 confirme les tendances constatées au niveau de la valeur ajoutée (**graphique 6.B**). Les années 2005-2006 marquent un tournant dans l'évolution des positions relatives des régions. On notera que le poids de la côte est plus grand dans la production que dans la valeur ajoutée. Ce fait confirme l'engagement des industries côtières dans les activités à faible valeur ajoutée, et notamment les opérations internationales de sous-traitance et d'assemblage.

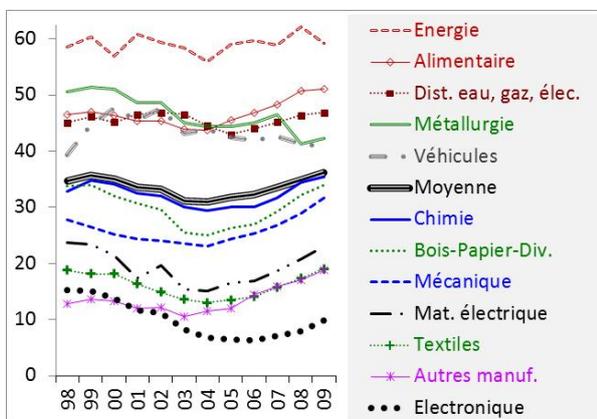
La spécialisation industrielle de la Chine intérieure

Les données des recensements des entreprises industrielles permettent d'affiner l'analyse au niveau sectoriel sur la période 1998-2009. Dotées de ressources naturelles, les provinces de l'intérieur dominent le secteur minier et énergétique avec 60 % de la production totale du secteur (**graphique 7**). Leur part dans la production manufacturière est deux fois moindre, mais en progression depuis le milieu des années 2000 : 35 % en 2009 contre 31 % en 2004. Les parts qui étaient en recul du début jusqu'au milieu des années 2000 dans la quasi-totalité des branches industrielles, augmentent depuis sauf dans la production de véhicules et la métallurgie. En 2009, la Chine jaune a rattrapé ou dépassé la part qu'elle avait en 1998 dans la production toutes les branches industrielles (sauf dans la métallurgie et l'électronique).

La comparaison de la structure par secteur des productions régionales et nationale montre que l'intérieur est « spécialisé » dans l'énergie, les services publics (distribution d'eau, gaz et électricité) et dans trois industries manufacturières : alimentation, métallurgie et matériel de transport (**graphique 8**). Cette spécialisation s'est renforcée au cours de la première moitié des années 2000, puis a diminué (sauf pour l'alimentation). La Chine jaune commence à prendre une part croissante dans le textile, les équipements électriques et, dans une moindre mesure, l'électronique ; la zone côtière a une forte spécialisation dans ce dernier secteur mais a sans doute commencé à délocaliser vers l'intérieur une partie de ses productions. Les structures industrielles régionales ont désormais tendance à se rapprocher.

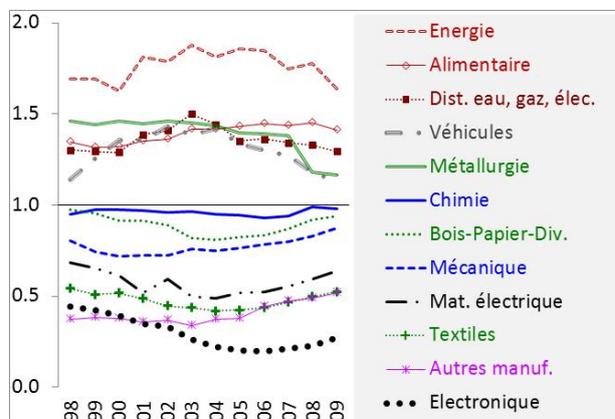
Graphique 7

Part de la Chine intérieure dans la production de chaque branche industrielle, 1998-2009 (%)



Graphique 8

Spécialisation par branche industrielle de la Chine intérieure, 1998-2009



Source : NBS, Recensements des entreprises industrielles.

Notes: Voir les **annexes 1 et 2** pour la présentation de la base de données utilisée ainsi que le détail de la nomenclature sectorielle. Parmi les 12 branches industrielles, « Energie » correspond au secteur de la production minière et énergétique ; « Dist. Eau, gaz, élec. » à celui de la distribution d'eau, du gaz et d'électricité ; l'ensemble des autres branches constituent le secteur manufacturier. La spécialisation est mesurée par le ratio:

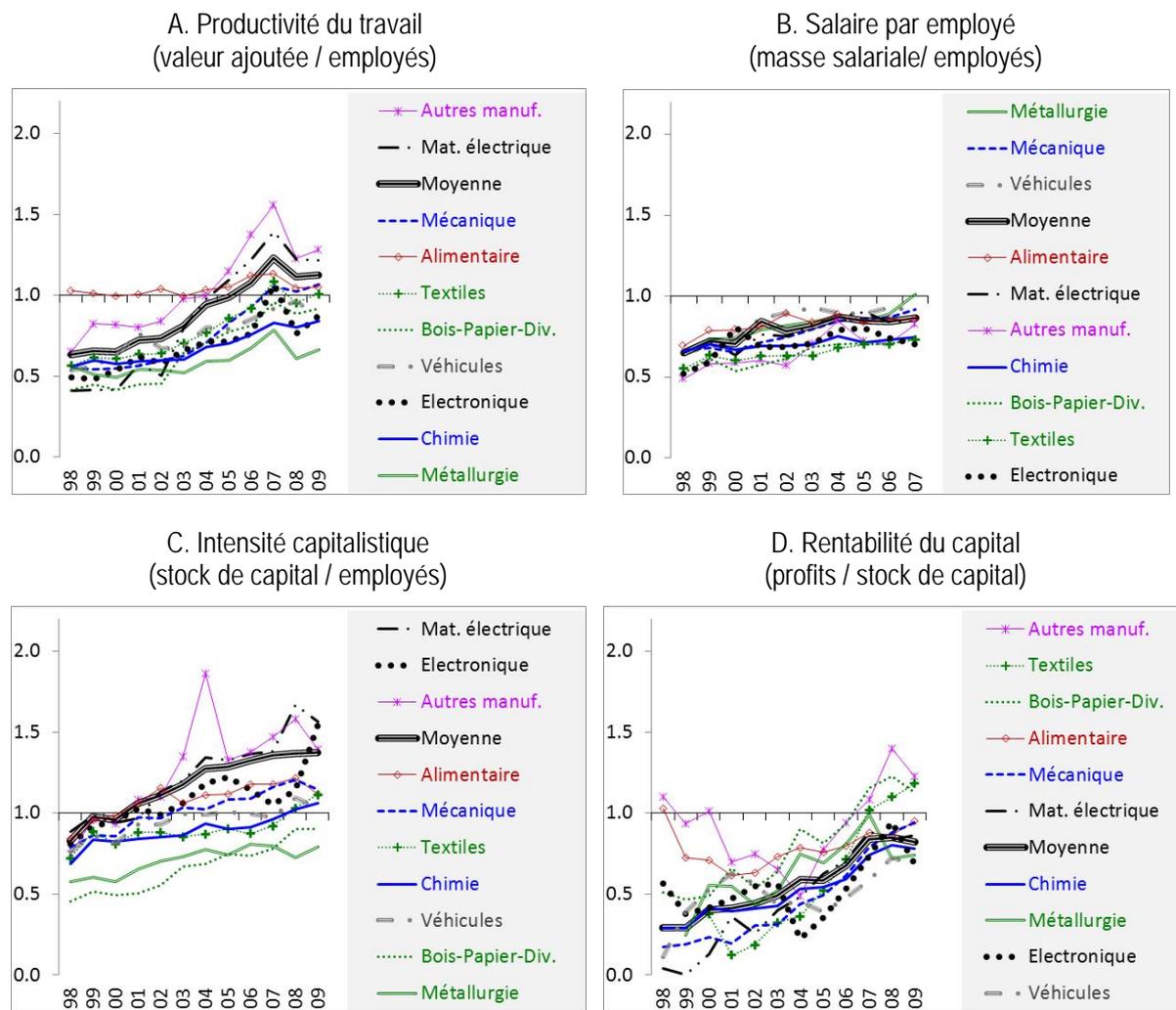
$\frac{Q_i^k}{Q_i^k} / \frac{Q_{Chine}^k}{Q_{Chine}^k}$ où i est la zone intérieure, Q la production (*valeur brute de la production industrielle*) et k la branche.

Des performances manufacturières qui rejoignent ou dépassent celles de la côte

La part des provinces d'intérieur dans la valeur ajoutée manufacturière du pays est à peu près la même en 2009 (34 %) que dix ans auparavant mais des changements marquants sont intervenus dans les niveaux relatifs de productivité et de rentabilité. Les performances de la Chine jaune, loin derrière celles de la Chine bleue en 1998, les ont non seulement rattrapées, mais dépassées dans plusieurs branches manufacturières (**graphiques 9**).

Graphiques 9

Performances relatives de la Chine intérieure dans l'industrie manufacturière, 1998-2009 (Chine côtière=1)



Source : NBS, Recensements des entreprises industrielles.

En début de période (moyenne triennale 1998-2000), l'industrie manufacturière de l'intérieur était caractérisée par une productivité faible : elle réalisait 36 % de la valeur ajoutée chinoise avec 44 % du capital et 46 % de la main-d'œuvre. La part des profits dans la valeur ajoutée était de 7 % contre 15 % sur la côte (Lemoine *et alii*, 2013). En 2009, la productivité apparente du travail (en termes nominaux) de la Chine jaune dépasse celle de la Chine bleue dans le secteur manufacturier pris dans son ensemble et dans cinq branches (**graphique 9.A**) : textiles, machines, matériel électrique, industries alimentaires et divers. Ce rattrapage tient à une progression de

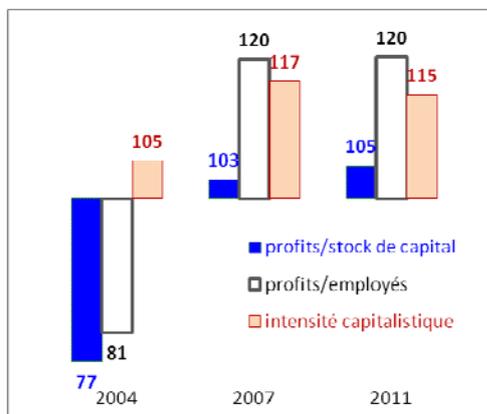
l'emploi beaucoup moins forte que sur la côte sur l'ensemble de la période, ainsi qu'à une croissance de la valeur ajoutée légèrement supérieure à celle de la côte depuis le milieu des années 2000.

En fin de période, la productivité du travail est, en moyenne, plus élevée à l'intérieur que sur la côte (de 15 %). Le salaire moyen, qui était largement en dessous de celui du littoral, a augmenté beaucoup plus vite (**graphique 9.B**), mais il lui est encore inférieur de 15 % en 2007 (dernière année disponible).

La progression de la productivité du travail provient aussi d'une augmentation rapide de l'intensité du capitaliste (**graphique 9.C**). En 2009, en moyenne et dans huit branches sur dix, l'intensité du capital est plus élevée dans l'intérieur que sur la côte. La hausse a été particulièrement remarquable dans l'électronique et le matériel électrique, où le capital par employé était, respectivement, de 50 % et 60 % plus élevé dans l'intérieur des terres que sur la côte en 2009. La production de ces deux branches, qui a été jusqu'à maintenant fortement concentrée sur la côte, pourrait se déplacer vers l'ouest dans les années à venir. L'augmentation de l'intensité du capital s'est accompagnée d'une progression de la rentabilité des entreprises (**graphique 9.D**). La rentabilité mesurée par le ratio « profit/capital fixe » reste toutefois en moyenne bien inférieure dans la Chine intérieure à celle de la Chine bleue, excepté dans le textile, le bois-papier et divers qui ne sont pas des secteurs à forte intensité de capital.

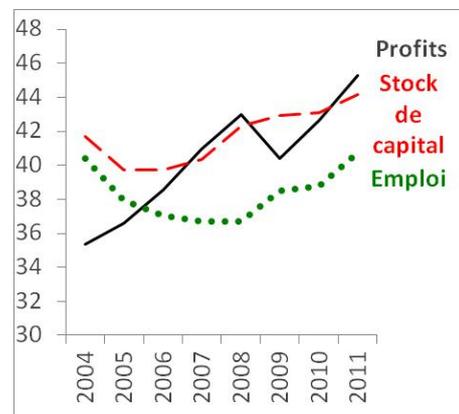
Graphique 10

Rentabilité du capital et intensité capitaliste de la Chine intérieure dans l'ensemble de l'industrie (côte=100)



Graphique 11

Part de l'intérieur dans les profits, le stock de capital et l'emploi pour l'ensemble de l'industrie (%)



Sources : NBS, Annuaire statistiques.

Les données pour les années plus récentes disponibles pour l'ensemble du secteur industriel issues des annuaires statistiques indiquent que la Chine jaune a consolidé ses progrès en termes de productivité et de rentabilité (**graphique 10**). Entre 2008 et 2011, sa part dans l'ensemble de l'industrie chinoise en termes d'emplois, de capital et de profits a continué d'augmenter (**graphique 11**). De fait, alors que l'emploi industriel a stagné dans la côte depuis 2008, il n'a cessé de croître régulièrement dans les provinces intérieures jusqu'en 2011.

Ces observations suggèrent que le rattrapage industriel de l'intérieur depuis la fin des années 1990 n'est pas un phénomène conjoncturel lié à la restructuration des entreprises publiques, mais une évolution de fond qui reflète une nouvelle dynamique des avantages comparatifs.

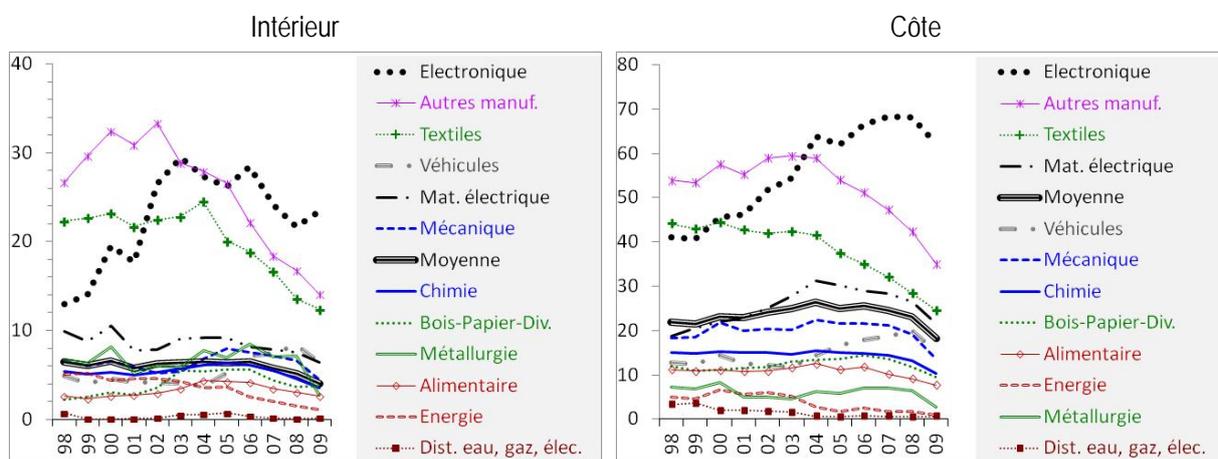
Des différences persistantes: faible ouverture aux échanges et aux capitaux étrangers des industries de l'intérieur

Si les structures de production et les performances de l'intérieur tendent à se rapprocher de celles de la côte, les industries des deux zones diffèrent toujours profondément par leur faible degré d'ouverture au commerce extérieur et aux capitaux étrangers. Les ressorts du dynamisme de l'industrie manufacturière de l'intérieur apparaissent ainsi fort différents de ceux qui ont prévalu sur la façade littorale.

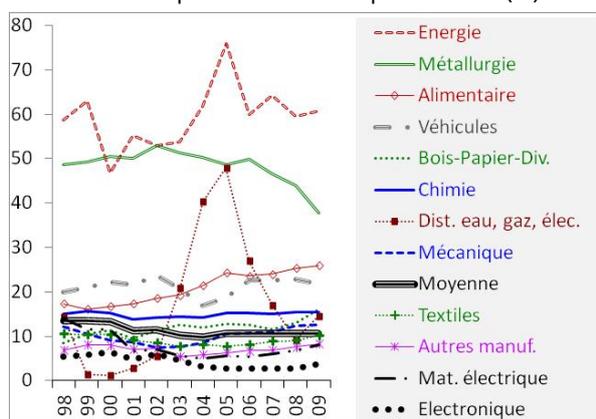
L'industrie de l'intérieur produit presque exclusivement pour le marché domestique (**graphiques 12**) : en 2009, le ratio « exportations/production » n'y dépasse pas 4 %, contre 18 % dans la zone côtière. Ce contraste, marqué dans toutes les industries manufacturières, ne prend pas en compte, il est vrai, le fait que les entreprises des provinces intérieures fournissent des produits intermédiaires aux industries exportatrices de la côte.

Graphiques 12
L'ouverture aux échanges

A. Part des exportations dans la production de chaque branche (%)



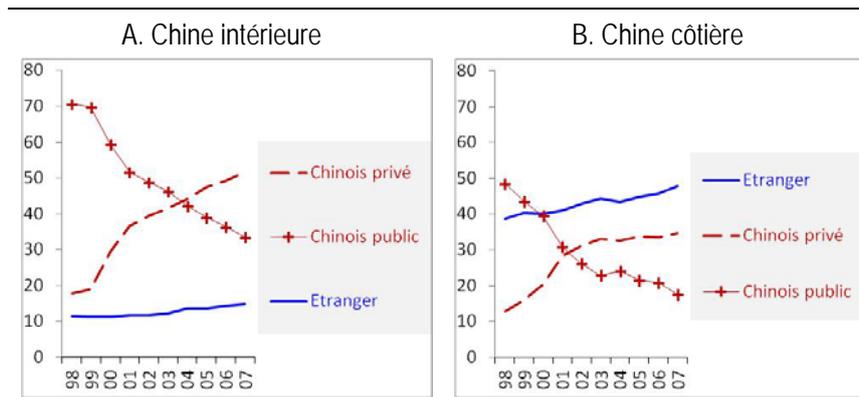
B Part de la zone intérieure dans les exportations de chaque branche (%)



Source : NBS, Recensements des entreprises industrielles.

Cette faible orientation à l'exportation se conjugue avec un faible degré d'ouverture au capital étranger (**graphiques 13**). Le rattrapage industriel de l'intérieur s'appuie principalement sur les entreprises chinoises. Alors que les entreprises à capitaux étrangers détiennent, à la fin des années 2000, près de la moitié du capital industriel de la côte, elles n'en détiennent que 15 % à l'intérieur ; ce sont les entreprises chinoises privées qui détiennent la part la plus importante du capital industriel de l'intérieur (52 % contre 35 % sur la côte) et les entreprises publiques et collectives y ont un poids deux fois plus élevé que sur la côte (34 % contre 17 %).

Graphiques 13
Répartition du capital industriel par catégorie d'entreprise (% du capital industriel de la zone)

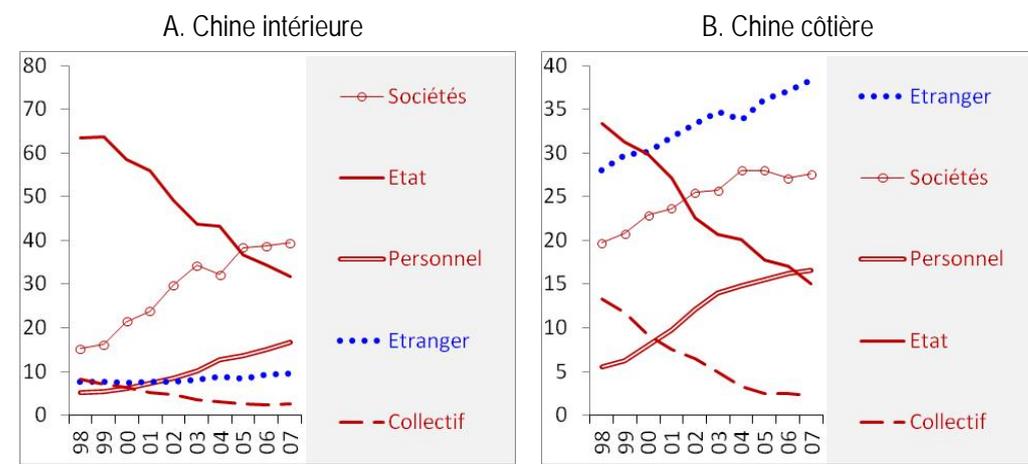


Source : NBS, Recensements des entreprises industrielles.

Note : voir le **tableau A.4** dans l'**annexe 2** pour les catégories d'entreprises.

Cette analyse fondée sur le statut juridique des entreprises industrielles peut être utilement complétée par celle de l'origine du capital (**graphiques 14**). En effet, la majorité du capital d'une « société » (*corporate*) peut en fait être détenue par l'Etat et une participation du capital étranger peut être relativement faible dans une joint-venture. Le **graphique 14.B** illustre l'importance primordiale de capitaux étrangers (y compris de Hong Kong et Taiwan) dans l'industrie côtière. Les entreprises chinoises sont le principal moteur de la bonne performance des provinces d'intérieur dans la dernière décennie (**graphique 14.A**) : le capital détenu par les « sociétés » y dépasse depuis 2005 celui détenu par l'Etat et le capital détenu par les étrangers reste marginale (10 % en 2007).

Graphiques 14
Répartition du capital industriel selon son origine (% du capital industriel de la zone)



Source : NBS, Recensements des entreprises industrielles

Note : voir le **tableau A.4** dans l'**annexe 2** pour la répartition du capital selon son origine.

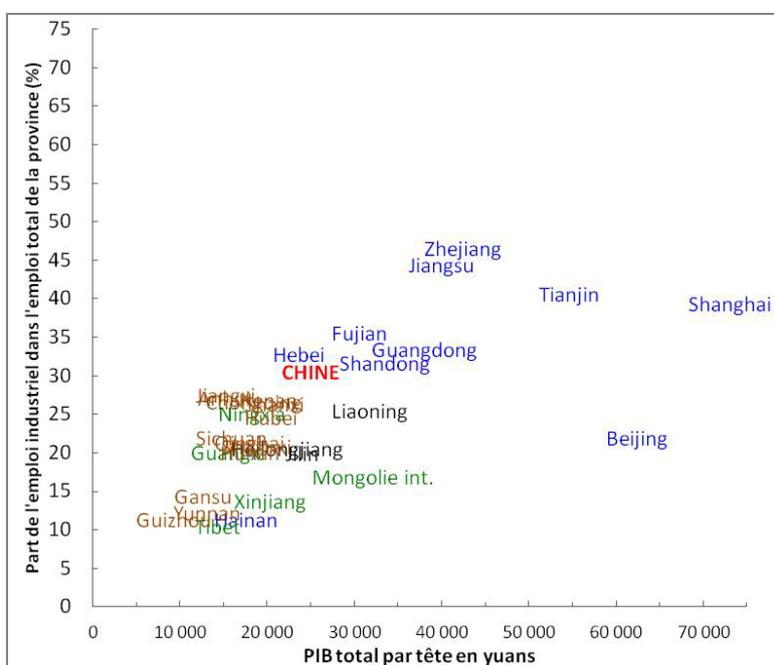
Une vitesse de convergence industrielle inédite

Pour mieux cerner la nature de la convergence spatiale en Chine, nous achevons notre analyse par un exercice économétrique qui s'inspire d'un travail récent de Dani Rodrik. Avec un échantillon de plus de 100 pays et 100 industries sur la période 1990-2005, Rodrik (2013) analyse la convergence des productivités du travail dans les industries manufacturières au niveau mondial. Il montre qu'en dépit d'une absence de convergence des niveaux de revenu (PIB par tête) entre pays, il existe une « convergence inconditionnelle » des productivités du travail dans le secteur manufacturier : indépendamment des conditions propres à chaque pays et à chaque industrie, plus le niveau de productivité initial d'une industrie est faible, comparé à celui des leaders de cette industrie, plus l'effet de rattrapage qui le fait progresser est fort. Nous avons appliqué la méthode de Rodrik pour analyser la convergence spatiale et sectorielle en Chine, au niveau de 300 préfectures et 163 branches industrielles sur la période 1998-2009 (Lemoine *et alii*, 2014).

Les résultats montrent une convergence extrêmement rapide de la productivité du travail dans l'industrie manufacturière chinoise. Le coefficient de convergence est de 9 % par an. Ce chiffre signifie qu'en huit ans, les retardataires réduisent de moitié la distance qui les sépare des leaders. Ou bien encore, que là où la productivité initiale est 1/5^{ème} de la frontière technologique, l'effet de rattrapage apporte un supplément de croissance annuelle de 14 points par rapport aux leaders. Le coefficient de convergence en Chine est trois fois supérieur aux coefficients obtenus par Rodrik au niveau international (de 2 à 3 %). L'écart s'explique sans doute par la plus grande homogénéité institutionnelle de l'espace chinois qui facilite les interactions entre entreprises et la diffusion rapide des technologies ; en outre, nos estimations sont faites au niveau de branches plus fines et donc plus homogènes, au sein desquelles la diffusion des pratiques est plus aisée.

Graphique 15

Part de l'emploi industriel et revenu par tête dans les provinces chinoises (%)



Sources : NBS, Annuaire statistiques.

Notes : Les provinces côtières sont en bleu ; celles du Centre en marron ; du Nord-Est en noir et de l'Ouest (Périphérie) en vert.

La dynamique de convergence semble particulièrement puissante dans les industries à faible qualification de la main-d'œuvre et à faible intensité en R&D, donc dans des industries qui sont en adéquation avec les avantages comparatifs du pays. La vitesse de convergence est plus rapide pour les entreprises privées que pour les entreprises publiques. La présence de capital étranger n'accélère pas la convergence.

Notre analyse montre que la convergence des productivités du travail au sein des industries manufacturières chinoises est en cours dès la fin des années 1990, alors même qu'au niveau macroéconomique on observe une divergence régionale des PIB par tête jusqu'au milieu des années 2000. Comme l'a montré Rodrik, cette déconnexion existe aussi entre pays, au niveau mondial. Il l'explique par le fait que l'emploi dans le secteur manufacturier n'est pas suffisant pour entraîner une convergence macroéconomique (et il n'y a pas de convergence dans les autres secteurs qui concentrent la majeure partie de l'emploi). L'explication vaut sans doute aussi dans le cas de la Chine où l'emploi manufacturier représente 27 % du total en 2008 mais sensiblement moins dans les régions les plus pauvres (14 % dans l'ouest du Xinjiang, 17 % en Mongolie intérieure) que dans les plus riches (plus de 40 % dans la province de Jiangsu, du Zhejiang et de Shanghai, **graphique 15**). La convergence propre à l'industrie manufacturière a eu moins de force d'entraînement sur le reste de l'économie dans les régions les plus pauvres, expliquant que le rattrapage en cours dans les industries manufacturières dès la fin des années 1990 ait mis du temps avant de se traduire en une convergence des PIB par tête entre provinces.

Conclusion : vol d'oies sauvages des régions chinoises

Le cas de la Chine illustre l'existence d'une convergence rapide et inconditionnelle dans l'industrie manufacturière. Il met également en évidence la façon dont un « vol d'oies sauvages » peut se déployer au sein même d'un grand pays où les disparités régionales restent grandes. Le basculement vers l'intérieur du centre de gravité de la production manufacturière ne tient pas seulement à l'impact de la crise mondiale sur les industries côtières ; il traduit aussi le nouvel avantage comparatif des provinces de l'intérieur. Les ventes sur le marché domestique confirment ce redéploiement géographique : entre 2004 et 2009, la part de la côte dans les ventes domestiques a diminué de 64 % à 60 %.

L'industrialisation des régions intérieures ouvre de nouvelles perspectives au développement chinois. Cependant, elle est coûteuse en termes d'investissements et de dégâts environnementaux, et par là en porte-à-faux avec les nouvelles priorités économiques du pays. Quant aux régions côtières qui perdent leur avantage comparatif dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, elles doivent en acquérir de nouveaux dans les industries et services à forte valeur ajoutée (McKay *et alii*, 2012). L'ouverture du secteur des services aux investisseurs privés chinois ainsi qu'aux entreprises étrangères devient d'une importance cruciale pour les économies côtières. Le récent projet de « zone économique spéciale » à Shanghai incarne cette nécessité pour le littoral de trouver de nouvelles opportunités de croissance.

■ Références

Bergère M.C., Bianco L. & Domes J. (dir.) (1990), *La Chine au XXe siècle, d'une révolution à l'autre 1895-1949*, Paris, Fayard.

Démurger S., Sachs J.D., Woo W.T., Bao S., Chang G. & Mellinger A. (2002), "Geography, Economic Policy, and Regional Development in China", *Asian Economic Papers*, 1 (1): 146–97.

Gaulier G., Jarreau J., Lemoine F., Poncet S. & Ünal D. (2010), "Chine : fin du modèle de croissance extravertie", *La Lettre du CEPII*, n°298, avril.

Lemoine, F. & Ünal-Kesenci, D. (2004). "Assembly Trade and Technology Transfer: the Case of China", *World Development*, 32(5), 829-850.

Lemoine, F., Mayo G., Poncet, S. & Ünal, D. (2014), "The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry", *Document de travail du CEPII*, n°2014-04, février.

Lemoine, F., Poncet, S. & Ünal, D. (2013), "Nouvelles dynamiques spatiales et convergence industrielle en Chine", *La Lettre du CEPII*, n°339.

McKay, Huw and Ligang Song (eds) (2012), *Rebalancing and Sustaining Growth in China*, The Australian National University Press, Canberra, and Social Sciences Academic Press (China), Beijing.

Naughton, B. (2002), "Provincial economic growth in China: causes and consequences of regional differentiation", in M-F. Renard (editor), *China and its Regions: Economic Growth and Reform in Chinese Provinces*, Edward Elgar.

Rodrik, D. (2013), "Unconditional Convergence in Manufacturing", *The Quarterly Journal of Economics*, 128 (1): 165-204.

Auteurs

Françoise Lemoine est conseiller au CEPII (francoise.lemoine@cepii.fr)

Sandra Poncet est professeur à l'Université Paris 1 et conseiller scientifique au CEPII (sandra.poncet@cepii.fr)

Deniz Ünal est économiste au CEPII (deniz.unal@cepii.fr)

Citation

Lemoine, F., Poncet, S. & Ünal, D. (2014), « Chine bleue, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence industrielle », *Panorama du CEPII*, n° 2014-A-02.

Copyright CEPII, 2014. Les lecteurs sont encouragés à citer et reproduire le matériel de ce Panorama pour des fins éducatives et à but non lucratif, à condition de mentionner la source.

Panorama du



Le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales) est le principal centre français d'étude et de recherche en économie internationale. Les analyses et études du Centre contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques en matière de politique commerciale, compétitivité, macroéconomie, finance internationale et croissance.

Panorama analytique du CEPII
Analyses statistiques descriptives
par thème.

© CEPII, PARIS, 2014

Tous droits réservés. Les opinions
exprimées dans ce panorama sont celles
des auteurs.

Directeur de la publication :
Sébastien Jean

Rédactrice en chef :
Deniz Ünal

CEPII
113, rue de Grenelle
75007 Paris
+33 1 53 68 55 00

www.cepii.fr
Press contact: presse@cepii.fr

Maquette :
Sophie de Salée

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

